

Source : https://www.liberation.fr/france/2018/10/30/adieu-poissons-oiseaux-mammiferes-amphibiens-et-reptiles-60-des-vertebres-ont-disparu-en-44-ans_1688634?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR2aqN0iRRsylvGdAwnzO-XcWkzKCDpjaS9eHiFPg3-umS2wtlzKcxpvquvw#Echobox=1540876450

Téléchargement 30 10 2018

Adieu poissons, oiseaux, mammifères, amphibiens et reptiles : 60% des vertébrés ont disparu en 44 ans

Par [Coralie Schaub](#) — 30 octobre 2018



George «le Solitaire» s'est éteint en 2012, dans les îles Galapagos. Il était le dernier représentant de l'espèce «Geochelone abigdoni». Photo Guillermo Granja. Reuters

D'après «l'indice planète vivante», calculé par la Société zoologique de Londres à partir de 4005 espèces entre 1970 et 2014, et révélé ce mardi dans un rapport de WWF, les populations d'animaux sauvages se sont effondrées. La dégringolade est encore plus marquée dans les zones tropicales.

- Adieu poissons, oiseaux, mammifères, amphibiens et reptiles : 60% des vertébrés ont disparu en 44 ans

Notre maison perd la vie et nous regardons ailleurs – pour paraphraser Jacques Chirac au Sommet de la Terre de 2002. [L'ONG WWF publie ce mardi son dernier rapport «Planète vivante» sur l'état de la biodiversité mondiale](#). Sans surprise, celui-ci est alarmant, confirmant la tendance ahurissante déjà pointée par les derniers rapports datant de [2016](#) et 2014. Cette année, l'«indice planète vivante» (IPV, calculé par la Société zoologique de Londres à partir de données scientifiques collectées sur 16 704 populations appartenant à 4 005 espèces de vertébrés), montre qu'entre 1970 et 2014, les populations de vertébrés sauvages (poissons, oiseaux, mammifères, amphibiens et reptiles) ont chuté de 60% au niveau mondial.

La dégringolade est encore plus marquée dans les zones tropicales. L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ont subi le déclin le plus important, avec une perte de 89% des populations en quarante-quatre ans. Le [rythme actuel d'extinction des espèces](#) est aujourd'hui 100 à 1 000 fois supérieur à celui qu'a

connu la Terre avant que la pression humaine ne devienne un facteur prépondérant.

Danger

La dégradation et la perte d'habitat représentent systématiquement les menaces les plus signalées, dans toutes les régions du monde. En cause, les activités humaines et leurs conséquences : agriculture intensive, dégradation des sols, surexploitation, surpêche, dérèglement climatique, pollution plastique, espèces envahissantes... Avec l'explosion de la demande en ressources naturelles et en énergie, l'empreinte écologique mondiale, qui mesure l'impact des activités humaines sur les ressources naturelles, a doublé en un demi-siècle. Seul un quart des terres a échappé aux activités d'*Homo sapiens*. Un chiffre qui devrait chuter à seulement 10 % en 2050 si l'on ne change rien, selon l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques).

Or, insiste l'édition 2018 du rapport «Planète vivante», en s'attaquant au capital naturel de la planète, l'humanité se met elle-même en danger, puisque *«tout ce qui fonde nos sociétés humaines, nous le devons à la nature»*. Le sujet, ce n'est pas seulement l'avenir des tigres, des pandas ou des baleines. C'est aussi celui de la survie même de l'humanité. *«Il ne peut y avoir d'avenir sain, heureux et prospère pour les habitants d'une planète au climat déstabilisé, aux rivières asséchées, aux terres dégradées et aux forêts décimées, rappelle Marco Lambertini, le directeur général de WWF International, en préambule du rapport. Il ne peut y avoir de vie sur une planète totalement dépourvue de biodiversité, la toile du vivant dont chacun de nous dépend.»*

Ne serait-ce que d'un point de vue purement économique, et quoi qu'en disent les présidents américain, Donald Trump, ou [brésilien, Jair Bolsonaro](#), il est vital de préserver la nature. Selon une [étude conduite en 2014](#) par [l'économiste américain Robert Costanza](#), la nature nous fournit gratuitement des services d'une valeur égale à environ 125 000 milliards de dollars par an. Autrement dit, si l'on devait payer pour de l'air frais, de l'eau potable, l'alimentation, il faudrait déboursier bien plus que le PIB mondial, estimé à 80 000 milliards de dollars par an. Le rapport rappelle entre autres qu'[un tiers de la production alimentaire mondiale dépend des pollinisateurs](#) (qui comprennent 20 000 espèces d'abeilles, de nombreux autres groupes d'insectes et même des vertébrés comme certains oiseaux et chauve-souris). Ces derniers assurent la pollinisation de plus de 75% des principales cultures vivrières mondiales.

Urgence

Pour enrayer la disparition du vivant partout sur la planète – [y compris près de chez nous](#), des [espèces communes il y a peu](#) – et assurer un avenir à l'humanité, le WWF estime urgent que les leaders mondiaux, décideurs publics et privés, comprennent que *«la nature est notre seul foyer»* et repensent en profondeur notre manière de produire et de consommer. Selon l'ONG, *«il ne reste plus beaucoup de temps»*, cela doit passer par un accord ambitieux sur la protection de la nature qui devrait être adopté en 2020 lors de la conférence mondiale sur la biodiversité à Pékin, avec un objectif de zéro perte nette de biodiversité en 2030.

Au niveau français, le WWF propose au gouvernement plusieurs actions concrètes dans les secteurs ayant un impact majeur sur la biodiversité. En matière d'agriculture, *«principale responsable de la disparition de la nature et de 70 % de la déforestation»*, le WWF France demande ainsi un plan ambitieux de [lutte contre la déforestation importée](#) (huile de palme, soja...) et un coportage de la politique agricole commune (PAC) par les ministères en charge de l'écologie et de l'agriculture.

L'ONG réclame par ailleurs l'abandon du [projet Montagne d'or, la mégamine d'or industrielle](#) qui pourrait voir le jour en plein cœur de la forêt amazonienne guyanaise, «*symbole d'un modèle de développement du passé qui oppose développement économique et protection de l'environnement*». Le WWF France appelle aussi l'exécutif à «*mettre en œuvre ses engagements climatiques*» en engageant «*l'ensemble des acteurs dans la transition vers des formes de mobilité plus durables, avec une loi d'orientation sur les mobilités ambitieuses*». Le gouvernement français l'entendra-t-il ? Rien n'est moins sûr. L'exécutif vient d'[autoriser Total à forer au large de la Guyane](#). Et a demandé la semaine dernière aux députés de maintenir l'exonération fiscale dont bénéficie l'huile de palme dans les carburants... [au profit de Total](#) et de sa raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône).

[Coralie Schaub](#)